

<https://www.pressegauche.org/Des-professionnelles-en-soins-illustrent-symboliquement-leur-quotidien-aux>



Des professionnelles en soins illustrent symboliquement leur quotidien aux portes des bureaux du Conseil du trésor



(FIQ) Date de mise en ligne : lundi 16 novembre 2020

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 16 nov. 2020 - Des professionnelles en soins de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQ et de la FIQ | Secteur privé se sont rendues aux portes des bureaux du Conseil du trésor pour rappeler au gouvernement qu'elles sont prêtes à régler la négociation de leur convention collective, mais pas à n'importe quel prix. Symbolisant à quel point elles sont prisonnières de leurs conditions de travail, elles se sont enchaînées les unes aux autres devant les trois portes extérieures abritant les bureaux de la présidente du Conseil du trésor, Sonia Lebel. « Chaque jour qui passe sous le système de gestion actuel est une journée de trop.

Chaque quart de travail qui passe avec les conditions de travail présentement imposées aux infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques est un quart de travail de trop. Alors que les professionnelles en soins ne sont même plus assez nombreuses pour donner tous les soins aux patient-e-s du Québec, il est urgent que les choses changent afin de retenir celles qui y sont encore et espérer en attirer de nouvelles. Le gouvernement doit investir massivement dans l'amélioration de leurs conditions de travail et il doit le faire maintenant afin que les gestionnaires se mettent rapidement au boulot pour donner l'impulsion permettant de relever ce réseau de la santé qui en a bien besoin », de dire Nancy Bédard, présidente de FIQ.

Rendre le temps complet attrayant

Trois semaines se sont écoulées depuis la main tendue de la présidente du Conseil du trésor et s'il y a eu des avancées sur les ratios professionnelles en soins / patient-e-s, notamment en CHSLD, et sur le nombre de postes à temps complet, il manque un élément essentiel : des incitatifs pour que les professionnelles en soins aient envie d'occuper un poste à temps complet. « Ce gouvernement n'a visiblement pas compris les raisons pour lesquelles les professionnelles en soins choisissent en grand nombre de travailler à temps partiel. Comment attirer une relève et avoir plus de professionnelles qui désirent occuper un poste temps complet ? Il faut au préalable leur garantir un poste sur une équipe de travail stable et complète, tant sur le quart de travail que sur le centre d'activités, avec un ratio de patient-e-s adéquat, qu'elles puissent connaître leur horaire à l'avance, bénéficier de congés et d'un revenu bonifié, et évidemment, qu'elles ne seront plus prises en otage par le TSO. Mme Lebel doit donner un mandat clair à ses négociateurs afin de régler cette question dès maintenant », de poursuivre Jérôme Rousseau, vice-président et co-responsable de la négociation.

Le temps presse

Rappelons qu'au coeur des demandes des professionnelles en soins se retrouvent la surcharge de travail, les ratios professionnelles en soins/patients notamment en CHSLD et rendre plus attrayant les postes à temps complet. « Ces trois enjeux importants sont intimement liés les uns aux autres et doivent être considérés comme indissociables si le gouvernement souhaite voir les choses s'améliorer rapidement dans le réseau de la santé. Les professionnelles en soins ont té-moigné sur toutes les tribunes de leur détresse et de leurs difficultés à soigner leurs patient-e-s. Ce qu'elles vivent au quotidien est insoutenable et le temps presse. Cela fait des mois que nous expliquons nos solutions à la table de négociation. Nous avons fait le tour du jardin et les discussions qui tournent en rond, c'est assez ! Le gouvernement doit bouger et vite », d'ajouter Roberto Bomba, trésorier et co-responsable de la négociation.

Pour la Fédération, le gouvernement doit comprendre que les infirmières, les infirmières auxiliaires, les inhalothérapeutes et les perfusionnistes cliniques sont déterminées à voir leur quotidien changer. « Chaque jour, elles

écourtent leur heure de dîner, ne mangent tout simplement pas et sacrifient leur pause en raison du trop grand nombre de patient-e-s- à leur charge. Chaque semaine, les gestionnaires refusent ou annulent à répétition les demandes de congé. Chaque année, elles n'ont pas accès à une multitude de congés fériés. En s'enchaînant aux portes des bureaux du Conseil du trésor, elles veulent illustrer à quel point elles sont captives de conditions de travail inhumaines. Ce que vont vivre les employé-e-s du Conseil du Trésor aujourd'hui, ce n'est rien en comparaison avec ce que les professionnelles en soins vivent dans le réseau de la santé. Et avec le temps supplémentaire obligatoire (TSO) imposé, c'est tous les jours qu'elles sont confrontées à cette situation, c'est-à-dire de ne pas savoir quand elles pourront sortir du travail. Elles sont plus que jamais déterminées à obtenir justice après tant d'années de mépris et d'absence de considération à leurs égards de la part des divers gouvernements et gestionnaires. Voilà le message que Mme Lebel et son gouvernement doivent comprendre. « Pas dans des mois, maintenant ! », de conclure madame Bédard.